

QUELQUES ECHOS DE LA GUERRE.

Faute d'un aperçu général de la situation tout au long de la frontière rwandougandaise, voici quelques flashes de la guerre...

- le lundi 9 mars, un poste militaire, basé aux environs de Rwempasha, dans le Mutara, a été surpris, le soir, par les "inkotanyi". Bilan: 9 soldats rwandais tués et plus de 20 blessés.

- le jeudi 12 mars, le camp de Rwebare (qui héberge quelque 7.000 personnes déplacées) a été bombardé: 6 obus de mortier tombèrent aux abords du camp, sans causer de dommages. La panique fut énorme.

- ce même jeudi 12, enlèvement en plein jour, de deux femmes qui cultivaient leurs champs, situés entre la paroisse de Runaba et les hauteurs de Kindoyi, encore toujours occupées par les "inkotanyi".

- dans mon fax du 28 février 1992, je mentionnais l'enlèvement d'un habitant de Mimuri (entre Ngarama et Nyagatare). S'étant échappé, il a raconté comment on l'avait emmené dans un camp près de Kabare, en Uganda, où se trouvent des combattants ugandais, barundais, zairois et rwandais... Deux femmes rwandaises, enlevées elles aussi, leur font la cuisine, tandis qu'un groupe de prisonniers rwandais s'occupent d'autres corvées (p.ex. le bois de chauffe).

- le vendredi 13 mars, à Kitenga, près de la route Nyarurema-Rushaki, explosion d'une mine près d'un robinet. Bilan: 5 morts et une vingtaine de blessés, dont certains gravement. Parmi les victimes un grand nombre d'enfants...

Le président de la République, s'adressant aux Ambassadeurs des pays de la CEE, a déclaré que depuis le début de la guerre, au 1er octobre 1990, quelque 2.500 paysans hutu ont été tués et environ 3.500 autres blessés par le Front Patriotique Rwandais.

SITUATION AU BUGESERA.

Pour le début des événements, voir le fax du 10 mars. Une rectification s'impose: d'après l'autopsie (et contrairement à ce que j'avais affirmé alors) mademoiselle Locatelli a été touchée par deux balles, tirées de face et à bout portant; la première balle, dans la bouche, ne fut pas mortelle. Thèse officielle: il s'agit d'un homicide involontaire.

En date du 12 mars, il y avait entre 11.000 et 13.000 déplacés, répartis comme suit: Nyamata (8.000), Maranyundo (1.200), Rihima (1.400), Ruhuha (1.200), Gashora (740), Karama (317) et Mwendo (125).

Le vendredi 20 mars, la Radio rapportait une communication du Procureur de la République, signalant 392 arrestations de personnes accusées d'avoir tué ou incendié. Le Procureur parlait, en outre, de 152 morts. Ce chiffre indique, sans doute, le nombre de cadavres recensés... D'après les observateurs, il y aurait davantage de morts. La majorité des victimes proviennent des communes de Kanzenze et Gashora. En commune Ngenda il y eut 37 tués.

TROUBLES ETHNIQUES AILLEURS DANS LE PAYS.

En commune Mbogo (paroisse de Rulindo): 500 à 600 Tutsi déplacés. On parle d'une dizaine de morts.

En commune Sake (Préfecture de Kibungo, paroisse de Rukoma): environ 300 déplacés, mais personne n'a été tué.

En commune Kibirira (S/Préfecture de Ngororero, paroisse de Muhororo): le Préfet a rencontré les 2 à 3.000 déplacés et ils sont repartis chez eux... Il en reste une quarantaine.

En commune Kivumu (Préfecture de Kibuye), dans la nuit du 9 au 10 mars, un groupe venu de Kibirira est venu semer le trouble. Résultat: 300 déplacés à

la paroisse de Nyange. Aucun mort. Une maison brûlée, deux autres endommagées. Les auteurs ont été arrêtés.

En commune Mushubati (Préfecture de Gitarama): quelques maisons de Tutsi furent brûlées.

QUE CONCLURE?

Plusieurs autorités communales indiquent, comme cause directe des troubles ethniques, le communiqué, radiodiffusé le 3 mars (voir Fax du 10 mars, page 1), provenant soi-disant d'une Commission interafricaine pour la non violence. Suite à ce communiqué, les gens étaient convaincus que les Tutsi allaient tuer les leaders hutu; ils auraient pris les devants...

Le Bugesera et la commune Kibirira mis à part, aucune demande d'aide n'est parvenu à la Caritas Nationale. C'est un indicateur supplémentaire du caractère réduit des troubles.

Depuis plusieurs jours on ne brûle plus et le calme semble généralement revenu. Au Bugesera surtout, mais aussi ailleurs, c'est l'heure de la chasse aux auteurs de trouble.

Il est donc faux de dire qu'à l'heure actuelle les massacres de Tutsi continuent. Certes, la situation reste précaire et la peur règne. Tout dépend de la fermeté des autorités.

Une question reste ouverte: remontera-t-on aux vrais responsables de ces troubles ethniques?

ATTENTATS A L'INTERIEUR DU PAYS.

- Kimihurura (Kigali): le 9 mars un camion de l'entreprise Colas saute sur une mine. Le chauffeur est indemne.
- Kigali, le vendredi 20 mars, à 12 h 45, une bombe, cachée dans un taxi venant du Gisaka (Kibungo) explose dans la gare routière du centre ville. Bilan officiel: 1 mort (mais d'après d'autres sources, il y en eut au moins 4) et 37 blessés, dont 10 grièvement.
- Bugesera: un minibus de l'Armée Rwandaise saute sur une mine, sur la route Gako-Karama. Bilan: 1 mort et 4 blessés.
- Nyabisindu: des prisonniers ont été blessés par une mine. Une autre fut découverte par des enfants.

Personne, bien sûr, ne revendique ces attentats...

Trois employés du diocèse de Kabgayi (deux de l'imprimerie, et un de la menuiserie) ont été tués, chez eux, par des militaires. L'affaire n'étant manifestement pas ethnique, certains se demandent si l'on ne vise pas l'Eglise de Kabgayi, à cause de ses prises de position (voir Lettre du presbytère du 1er décembre 1991).

PROTOCOLE D'ENTENTE entre les PARTIS POLITIQUES, appelés à participer au GOUVERNEMENT DE TRANSITION.

Ce protocole fut rendu public le 13 mars. Il concerne les partis suivants:

- Le Mouvement Républicain National pour la Démocratie et le Développement (M.R.N.D.);
- Le Mouvement Démocratique Républicain (M.D.R.);
- Le parti Social Démocrate (P.S.D.);
- Le Parti Libéral (P.L.);
- Le Parti Démocrate Chrétien (P.D.C.).

L'article premier énonce le programme minimal, en sept points:

1. Négocier la paix;
2. Assurer la sécurité intérieure;
3. Evaluer et assainir toutes les administrations de l'Etat en vue d'assurer leur efficacité et leur neutralité;
4. Relancer l'économie à travers le Programme d'Ajustement Structurel;
5. Organiser un débat national sur le problème de la conférence nationale et décider de sa convocation au vu des conclusions de ce débat;
6. Régler le problème des réfugiés;
7. Organiser les élections générales.

"Tous les partis signataires s'engagent à conduire la transition jusqu'aux élections, dans un esprit démocratique et dans la saine coopération." (article 3).

En annexe du Protocole, plusieurs scénarios pour la répartition des portefeuilles. MDR et PL exigent que le Premier Ministre soit MDR, sinon ils ne participeront pas au gouvernement de transition.

MDR, PSD et PL estiment que les élections devront avoir lieu dans un délai maximum de 12 mois. Pour le MRND ce délai ne devra pas dépasser 9 mois.

Le Protocole entrera en vigueur à la date de son approbation par le Président de la République.

... et puisque le temps passe, on commence à se poser des questions...

LETTRES PASTORALES.

Le 8 mars 1992, le Conseil Pastoral du diocèse de Kabgayi publia une lettre, intitulée "Convertissons-nous pour vivre ensemble dans la paix, n°2". Après un mot d'introduction de Monseigneur Thaddée Nsengiyumva, évêque de Kabgayi, la première partie s'intitule: "La résolution pour vivre ensemble dans la paix a été suivie par beaucoup de personnes. Pourtant il faut dénoncer encore quelques situations." La lettre parle alors du relâchement des autorités par rapport à leur responsabilité; de la guerre que l'on ne pourra finir que par voie de négociation; de la jeunesse, surtout celle des écoles secondaires, qui ne doit être "utilisée" à des fins politiques par des personnes de l'extérieur... La deuxième partie s'intitule "La démocratie et le christianisme vont de pair". En démocratie, où le pouvoir vient du peuple et est au service du peuple, on ne peut exiger que tous pensent la même chose... La jeunesse doit se préparer pour le Rwanda de demain. Les intellectuels doivent travailler au véritable développement du pays. Les autorités doivent être au service de la population sans discrimination. L'Eglise, elle, doit avant tout aider les plus pauvres.

A l'occasion du Carême 1992, les Evêques du Rwanda ont adressé, le 11 mars 1992, une lettre pastorale à leurs fidèles. "Convertissez-vous et croyez à la Bonne Nouvelle". Dans une première partie, ils traitent de quelques faits qui font souffrir la population en ces temps-ci: le peu d'entente entre les politiciens, qui cherchent d'abord leurs propres intérêts; le manque de sécurité à l'intérieur du pays; la division entre les races et les régions; la révolte dans les écoles secondaires; les grèves des ouvriers, la révolte dans les prisons; les autorités qui n'accomplissent pas leur travail; les voleurs habillés en militaires; les exactions venant des militaires; les difficultés venant des partis politiques; les journalistes qui, au lieu de lutter pour la paix, enveniment les relations entre les races, les régions, les partis politiques, les religions; la justice qui n'accomplit pas son travail... Dans la deuxième partie, intitulée "Convertissons-nous et soyons des hommes nouveaux", les évêques insistent sur le pardon à ceux qui ont commis des injustices, sur le retour des réfugiés, le partage équitable du pouvoir et le respect des droits de l'homme. Ils font ensuite appel à la solidarité avec les plus pauvres, les réfugiés barundi, les personnes déplacées...

APPEL A LA COMMUNAUTE INTERNATIONALE POUR UNE AIDE D'URGENCE

Le Ministre du Plan et de la Coopération, M.Ngirabatware Augustin, a tenu le mardi 17 mars 1992, une réunion avec les principaux bailleurs de fonds et les représentants des institutions caritatives.

L'aide d'urgence sollicitée concerne:

- 80.000 personnes identifiées parmi les déplacés de guerre (au nombre total d'environ 120.000) qui n'ont pas complètement accès à leurs champs;
- 100.000 personnes des régions du Mutara et du Buganza frappées par la sécheresse;
- 400.000 personnes exposées à une disette chronique dans les préfectures de Butare, Gikongoro, Kibuye, Gitarama et Kigali;
- 15.000 personnes victimes des troubles actuels, notamment dans la région du Bugesera;
- 90.000 enfants et orphelins sujets à une malnutrition prononcée à travers le pays.

Tous ces sinistrés devront bénéficier d'une aide alimentaire, d'une aide en médicaments et en matériel médical, de la mise en place d'infrastructures hygiéniques (latrines et approvisionnement en eau potable), etc...

Le coût total de l'aide d'urgence sollicitée est estimé à 3.155.658.000 Frw, dont 2.330.225.000 FRW pour l'achat de vivres.

(Source ARP n° 4232 du 18/3/1992, pp.1-2)

Jef Vleugels